

*Département du Cantal*

# Révision du zonage d'assainissement de La Chapelle d'Alagnon


---

*Carte de Zonage et Notice explicative*

*Juin 2022*



## INFORMATIONS SUR LE DOSSIER

		AGENCE DE TULLE				
<b>E-MO-REA-</b>  <small>T:\AFFAIRES\15\Maitre d'Ouvrage\La Chapelle d'Alagnon\13 ZONAGE D'ASST\Notice révision zonage juin 2022.docx</small>		<b>Révision zonage d'assainissement</b>				
Indice	Date	Établi par	Visa	Vérification	Visa	Commentaire / modification
A	Juin 2022	Aline Lambert		Eric Salson		

# SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>Situation actuelle .....</b>	<b>7</b>
1.1.	Situation géographique.....	7
1.2.	Contexte Hydrogéologique.....	8
1.3.	Contexte général .....	8
1.3.1.	Démographique .....	8
1.3.2.	Habitat .....	9
1.3.3.	Activités.....	10
1.4.	Contexte environnemental .....	10
1.4.1.	Milieux naturels sensibles et contraintes environnementales .....	10
1.4.1.1	ZNIEFF .....	10
1.4.1.2	Zones Natura 2000.....	11
1.4.1.3	Parcs naturels.....	12
1.4.2.	Paysages : sites classés et inscrits .....	12
1.4.3.	Monuments historiques.....	12
1.4.4.	Alimentation en eau potable .....	12
1.4.5.	Usages de l'eau .....	12
1.4.6.	Contraintes réglementaires .....	13
1.4.7.	Zone inondable / PPRI.....	13
1.5.	Document d'urbanisme.....	13
<b>2.</b>	<b>Etat actuel de l'assainissement.....</b>	<b>13</b>
<b>3.</b>	<b>L'assainissement non collectif .....</b>	<b>14</b>
3.1.	Définition d'une filière d'assainissement non collectif avec traitement par le sol.....	14
3.2.	Installations d'assainissement non collectif avec d'autres dispositifs de traitement .....	14
3.3.	Contraintes de l'habitat vis-à-vis de l'assainissement autonome .....	15
3.4.	Etat actuel de l'assainissement autonome .....	15
<b>4.</b>	<b>Présentation du zonage assainissement .....</b>	<b>15</b>
4.1.	Zones d'assainissement collectif.....	15
4.2.	Zones d'assainissement non collectif .....	17
<b>5.</b>	<b>Coûts d'investissement liés à la mise en œuvre du nouveau zonage.....</b>	<b>18</b>
<b>6.</b>	<b>Dispositions législatives et réglementaires du zonage d'assainissement.....</b>	<b>18</b>
6.1.	Définition de l'assainissement non collectif .....	18
6.2.	Le cadre réglementaire de l'assainissement non collectif .....	18
6.2.1.	Le particulier .....	18



6.2.1.1	Mise en œuvre et entretien .....	18
6.2.1.2	Financement du contrôle de l'assainissement non collectif .....	21
6.2.2.	La commune.....	21
<b>6.3.</b>	<b>Modalités du contrôle de l'assainissement non collectif.....</b>	<b>22</b>
<b>6.4.</b>	<b>Le cadre réglementaire de l'assainissement collectif .....</b>	<b>23</b>
6.4.1.	Le particulier .....	23
6.4.2.	La commune.....	23

## GLOSSAIRE

---

DBO <sub>5</sub>	Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours
DCO	Demande Chimique en Oxygène
STEP	Station d'épuration
ANC	Assainissement non collectif
DREAL	Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
SPANC	Service Public d'Assainissement Non Collectif
pSIC	Propositions de Sites d'Importance Communautaire
SIC	Sites d'Importance Communautaire
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZICO	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZSC	Zones Spéciales de Conservation



## AVANT PROPOS

L'actuel zonage d'assainissement est en vigueur depuis le 20 mars 2019, suite à une enquête publique qui s'était tenue du 19 juillet 2016 au 18 août 2016.

La commune a décidé de mettre à jour ce zonage d'assainissement, afin d'intégrer une habitation (déjà desservie par le réseau d'assainissement) dans la zone d'assainissement collectif.

Ce rapport a pour objet de présenter la révision du zonage d'assainissement de la commune de La Chapelle d'Alagnon pour sa mise à l'enquête publique.

Ce mémoire s'attache à présenter et à justifier le zonage d'assainissement retenu par la collectivité.

La carte de zonage modifiée donnée en **annexe 5** présente l'ensemble des secteurs du territoire communal classé en zone d'assainissement collectif et en zone d'assainissement autonome.

A la fin du document, il est rappelé les dispositions et les obligations techniques, législatives et réglementaires applicables à la commune et aux particuliers suite à la définition des zones d'assainissement collectif et non collectif.

## 1. Situation actuelle

### 1.1. Situation géographique

La commune de La Chapelle d'Alagnon porte le code INSEE 15041. Elle est située au nord-est du département du Cantal, à quelques kilomètres de la commune de Murat. Elle appartient à l'arrondissement de Saint-Flour et au canton de Murat.

La commune de Chapelle-d'Alagnon est membre de l'intercommunalité Hautes Terres Communauté créée le 1er janvier 2017 dont le siège est à Murat.

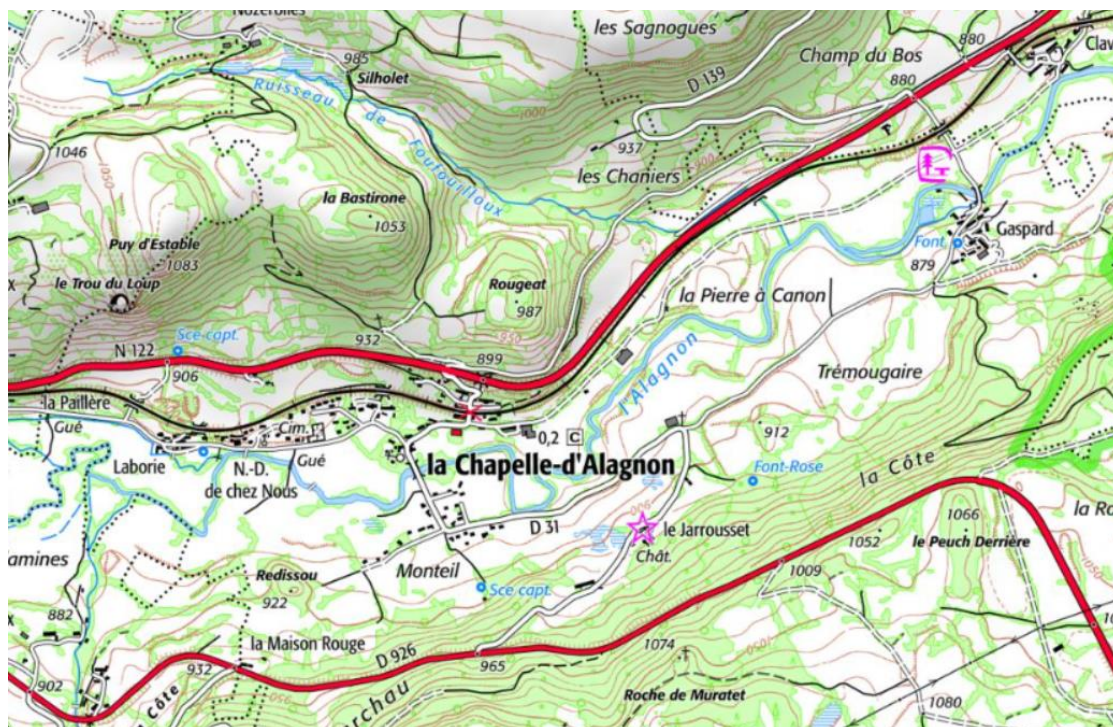
La commune s'étend sur 9,2 km<sup>2</sup>.

Le relief est composé d'une zone de plateaux un peu vallonnée de 1 000 mètres NGF d'altitude moyenne, puis d'une zone de fortes pentes vers la vallée encaissée de l'Alagnon. L'altitude est comprise entre 1 124 m NGF au "Peuch" et 865 m NGF au plus bas de l'Alagnon.

Le principal axe de communication est la RN 122 traversant la Commune d'Ouest en Est, au Nord du bourg, reliant Murat à Massiac.

La RD 9265 traverse également le territoire communal d'Ouest en Est et relie Murat à Saint Flour.

Enfin, la ligne de chemin de fer reliant Murat à Neussargues par le territoire communal de la Chapelle d'Alagnon



Localisation de la commune de La Chapelle d'Alagnon – Carte extraite du site géoportail

## 1.2. Contexte Hydrogéologique

La commune appartient au bassin hydrographique Loire Bretagne.

L'Alagnon fait partie de la masse d'eau FR GR 0247, dénommée "l'Alagnon et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allanche".

Ce bassin constitue ainsi un réservoir hydrologique, hydrobiologique et écologique de première importance pour le bassin de la Loire.

La disposition « 2.2.1 du SAGE : Adapter et respecter les objectifs de qualité des cours d'eau » du SAGE Alagnon (approuvé en 2019) fixe ainsi, pour les cours d'eau accueillant ou susceptibles d'accueillir des espèces piscicoles et/ou astacicoles patrimoniales, une qualité excellente qui correspond au "très bon état" fixé par les normes françaises ou la très bonne qualité fixée par le Seq-Eau V2 pour l'aptitude à la biologie.

Le rejet de la station d'épuration de La Chapelle d'Alagnon se fait dans un affluent du ruisseau Alagnon.

Les objectifs de qualité du cours d'eau recevant le rejet de la station d'épuration sont les suivants :

Rejet	Nom de la masse d'eau	Code masse d'eau	Etat actuel écologique et chimique	Objectif d'état écologique	Objectif d'état chimique
STEP de La Chapelle d'Alagnon	L'Alagnon et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Allanche	FR GR 0247	Bon à très bon	Très bon état	Très bon état

## 1.3. Contexte général

### 1.3.1. Démographique

Le code INSEE de la commune de La Chapelle d'Alagnon est le 15041.

En 2018, la commune comptait 250 habitants ; soit une densité démographique de 27,2 habitants/km<sup>2</sup>.

Selon les derniers recensements de l'INSEE, la population de la commune de La Chapelle d'Alagnon connaît une certaine stabilité depuis 40 ans présentée dans le tableau ci-après.

Année	1982	1990	1999	2007	2013	2018
Population	246	236	250	241	243	250



### 1.3.2. Habitat

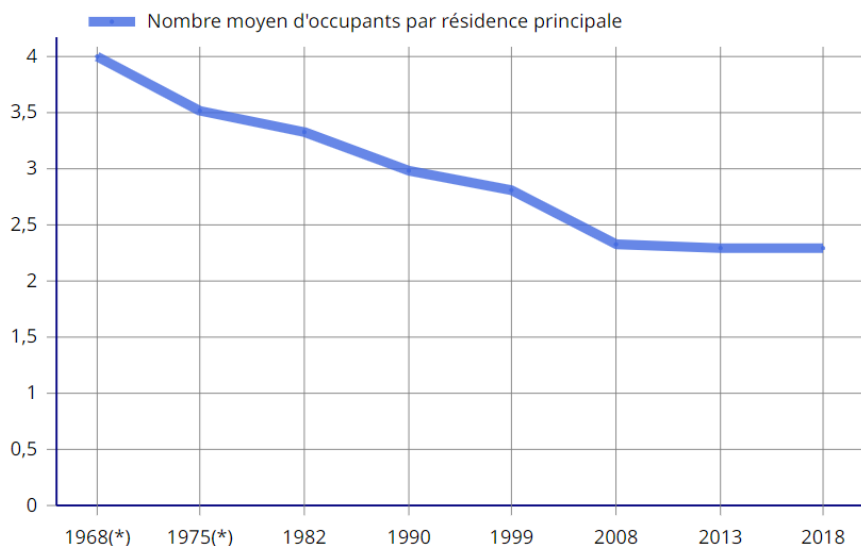
Selon le recensement de l'INSEE, contrairement à l'évolution de la population, le nombre total de logements est lui en augmentation sur la commune, comme le montre le tableau ci-dessous (données INSEE) :

Année	1982	1990	1999	2007	2013	2018
Résidences principales	74	79	89	103	106	109
Résidences secondaires et logements occasionnels	5	24	24	33	33	40
Logements Vacants	6	5	12	2	8	2
Ensemble des logements	85	108	125	138	147	151

La part des résidences secondaires, des logements occasionnels et des logements vacants est assez élevée, de l'ordre de 27 %.

Enfin, toujours selon le recensement de l'INSEE, le nombre moyen de personnes par ménage a évolué comme suit :

**FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968**



La taille des ménages, conformément à une évolution générale, a diminué durant les quarante dernières années, passant de 4 hab./ab en 1982 à 2,3 hab./ab en 2018. Une certaine stabilisation est observée depuis 2008.

### 1.3.3. Activités

Les activités sur le territoire communal sont essentiellement de types tertiaires. Au 31 décembre 2019 la commune comptait 11 établissements répartis de la façon suivante (*données INSEE*) :

Type d'activité (hors agriculture)	Nombre
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	2
Construction	1
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	6
Information et communication	0
Activités financières et d'assurance	0
Activités immobilières	2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0
Autres activités de services	0
Ensemble des activités	11

Parmi les activités particulières, citons la présence de chambres d'hôtes, de gîtes et de ferme-auberges, dont la capacité d'accueil totale sur le secteur est proche de 150 personnes.

## 1.4. Contexte environnemental

### 1.4.1. Milieux naturels sensibles et contraintes environnementales

#### 1.4.1.1 ZNIEFF

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) correspondent à des inventaires du patrimoine naturel, qui reposent sur la richesse des milieux naturels ou la présence d'espèces floristiques ou faunistiques rares ou menacées.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- **ZNIEFF de type II** : ensembles géographiques généralement importants incluant souvent plusieurs ZNIEFF de type I. Elles désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés.

- **ZNIEFF de type I** : sites particuliers généralement de taille plus réduite qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées.

Conformément à la circulaire ministérielle du 14 mai 1991, les ZNIEFF ont un caractère d'inventaire scientifique et n'ont pas de portée réglementaire directe, mais il appartient à la commune de veiller à ce que ses documents d'aménagement assurent leur pérennité.

Les fiches ZNIEFF sont disponibles en **annexe 2** (source DREAL).

La commune de La chapelle d'Alagnon est concernée par deux ZNIEFF de type I :

- Environ de Chatel sur Murat
- Zones humides de la Planèze de Saint Flour

Elle est également concernée par 2 ZNIEFF de type II :

- Planèze de Saint Flour
- Monts du Cantal

#### 1.4.1.2 Zones Natura 2000

Les sites Natura 2000 forment un réseau écologique européen qui a pour but de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales.

Ce réseau résulte de la mise en place des directives européennes suivantes :

- La directive "Oiseaux" de 1979, qui concerne la conservation des oiseaux sauvages, rares ou menacés, à l'échelle européenne et a permis la mise en place de zone de protection spéciale (ZPS) issues directement des anciennes ZICO (zone importante pour la conservation des oiseaux)
- La directive "Habitats" de 1992, qui a pour objet "de favoriser la biodiversité par le maintien, voire la restauration, des habitats naturels et des habitats d'espèces de la faune et de la flore sauvages d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable"

Ces espèces et ces habitats sont énumérés dans les Annexes I, II et IV de la directive.

La directive "Habitats" prévoit la constitution du réseau Natura 2000 selon une procédure en trois étapes :

- Propositions de Sites d'Importance Communautaire (pSIC) par chaque Etat membre à la Commission européenne
- Sélection des SIC par la Commission européenne
- Désignation de ces SIC en Zones Spéciales de Conservation (ZSC) par arrêtés ministériels, par chaque Etat membre

Des plans et des mesures de gestion appropriées doivent être mis en place par les états européens. Le dispositif contractuel français est fondé sur le volontariat et la responsabilisation des acteurs.

Le rejet de la future station d'épuration s'effectuera dans l'Alagnon, qui est concerné par la présence de deux zones NATURA 2000 :

- Vallées de l'Allanche et de l'Alagnon
- Affluents rive droite de la Truyère Amont

L'Alagnon est une rivière à écrevisses à pattes blanches. La sauvegarde des écrevisses nécessite une eau de bonne qualité, excluant les pollutions chimiques et organiques. L'importance des abris pour l'espèce rend la préservation des berges aussi importante que la qualité de l'eau.

L'Alagnon est également une rivière à loutres. Quatre conditions sont essentielles à la survie de la loutre :

- Une bonne qualité de l'eau
- Un potentiel alimentaire suffisant
- De nombreux abris dans les berges
- Une totale liberté de circulation

Les fiches des Zones Natura 2000 sont disponibles en **annexe 2** (source DREAL).

#### 1.4.1.3 Parcs naturels

La commune de La Chapelle d'Alagnon fait partie du Parc Naturel Régional des volcans d'Auvergne

#### **1.4.2. Paysages : sites classés et inscrits**

La commune de La Chapelle d'Alagnon ne possède pas de sites classés et inscrits sur son territoire.

#### **1.4.3. Monuments historiques**

La commune de La Chapelle d'Alagnon ne possède pas de monument historique sur son territoire.

#### **1.4.4. Alimentation en eau potable**

Le captage d'alimentation en eau potable localisé au Monteil, a fait l'objet d'une définition de périmètres de protection le 14 Septembre 2005.

A noter qu'aucune habitation n'est située à proximité de ce captage d'eau potable, ni à l'intérieur des périmètres de protection.

#### **1.4.5. Usages de l'eau**

Les cours d'eau de la commune sont classés en 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole. Aucune zone de baignade autorisée n'est recensée sur la commune.

#### 1.4.6. Contraintes réglementaires

La commune de La Chapelle d'Alagnon n'est pas classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates. En revanche, elle est classée en zone sensible sur 100% de sa surface.

#### 1.4.7. Zone inondable / PPRI

Le risque inondation à La Chapelle d'Alagnon est essentiellement issu des débordements de l'Alagnon.

Un plan de prévention des risques a été prescrit le 05.07.2002, enquêté le 31.10.2007 et approuvé le 28.12.2007.

Seules quelques habitations sont concernées par le risque d'inondation. (Voir en [annexe 1](#))

Autres types de contraintes environnementales

- Risques de mouvements de terrain : non répertoriés
- Risques sismiques : zone de sismicité modérée (zone de sismicité 1a – décret du 14.05.1991) – Niveau 2

La carte des risques de la commune est donnée en [annexe 1](#) (source cartorisque.prim.net).

### 1.5. Document d'urbanisme

La commune de La Chapelle d'Alagnon dispose d'une carte communale approuvée le 27/12/2007 par la Préfecture.

Les constructions sur la commune sont donc soumises à ce document d'Urbanisme.

## 2. Etat actuel de l'assainissement

Un réseau d'assainissement collectif dessert environ 95 logements. Ce réseau gravitaire est raccordé dans un poste de relèvement général en bordure d'Alagnon qui refoule les effluents en tête de la station d'épuration composée d'un seul étage de traitement de type filtre planté de roseaux. Une conduite de rejet achemine les effluents traités dans la rivière Alagnon.

La station d'épuration présente une capacité de traitement de 275 EH en pointe estivale.

Le plan des réseaux de collecte des eaux usées est joint en [annexe 3](#).

Ce système d'assainissement collectif date de 2018 (année de mise en service).

### 3. L'assainissement non collectif

#### 3.1. Définition d'une filière d'assainissement non collectif avec traitement par le sol

Les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) rejoignent une fosse septique toutes eaux suivie d'un préfiltre et d'un système d'infiltration-épuration. Ce système est différent selon les caractéristiques du sol : nature argileuse, sableuse ou rocheuse, remontée d'eau au niveau du sol en hiver...

##### Rôle du prétraitement :

Flottation des graisses, décantation des matières solides et dégradation des matières organiques

##### Ouvrages :

- Bac dégraisseur
- Fosse septique toutes eaux
- Préfiltre décolloïdeur

##### Rôle de l'infiltration-épuration :

Traitement de la pollution carbonée, azotée et bactérienne

##### Ouvrages :

- Tranchées d'infiltration
- Filtre à sable vertical drainé ou non drainé
- Tertre filtrant drainé ou non drainé

Les prescriptions techniques applicables à ces installations sont précisées à l'annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012.

Les différents systèmes d'infiltration-épuration que l'on rencontre sont les suivants du plus simple au plus complexe :

- Tranchées d'épandage ou lit d'épandage
- Filtre à sable non drainé
- Tertre d'infiltration
- Filtre à sable drainé

Des fiches techniques présentant chacune de ces filières sont données en **annexe n°4**.

#### 3.2. Installations d'assainissement non collectif avec d'autres dispositifs de traitement

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministres en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au journal officiel.

Des solutions très variées sont donc désormais présentes sur le marché.

### 3.3. Contraintes de l'habitat vis-à-vis de l'assainissement autonome

L'habitat présentant de fortes contraintes vis-à-vis de l'assainissement autonome est situé dans les secteurs du Bourg, de Laborie et du Monteil.

### 3.4. Etat actuel de l'assainissement autonome

La compétence de l'assainissement non collectif a été prise par le SIGAL. Ils ont, par exemple, pour mission le diagnostic des installations de traitement autonomes des effluents.

D'après la dernière campagne de contrôle réalisée en 2015 sur l'ensemble des installations ANC de la commune, il y a sur 56 installations. Voici le bilan des contrôles :

- Classe 0 : non-conforme absence d'installation : 4
- Classe 1 : non-conforme présentant un risque sanitaire : 7
- Classe 2 : non-conforme installation incomplète : 25
- Classe 3 : absence de non-conformité : 5
- Conforme : installation réceptionnée avant remblaiement : 15

## 4. Présentation du zonage assainissement

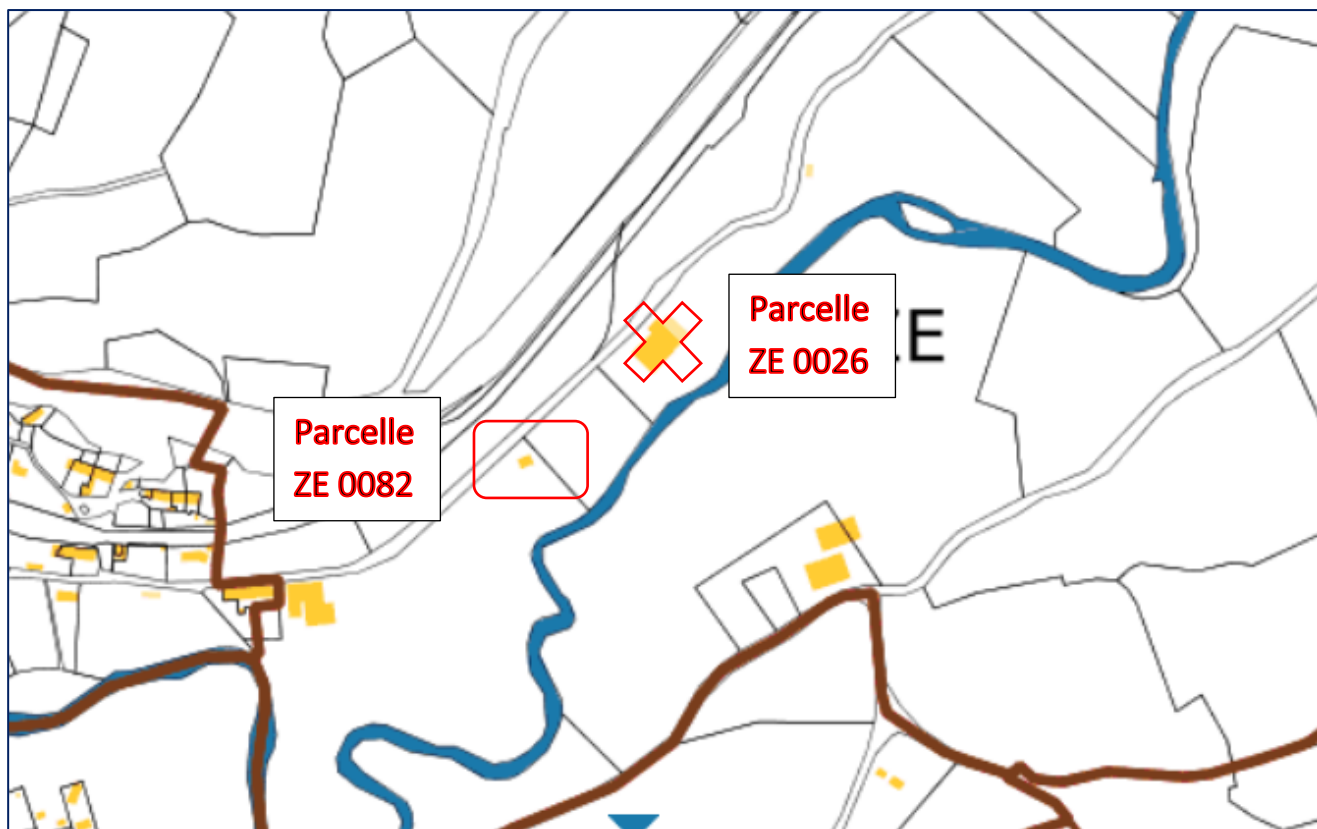
### 4.1. Zones d'assainissement collectif

La commune de La Chapelle d'Alagnon avait approuvé l'actuel zonage d'assainissement collectif par délibération du 20 mars 2019, suite à une enquête publique qui s'était tenue du 19 juillet 2016 au 18 août 2016.

L'objectif était de définir avec précision les zones dans lesquelles serait réalisé un assainissement collectif et les zones pour lesquelles l'assainissement autonome serait choisi.

Tous les secteurs zonés en assainissement collectif sont aujourd'hui équipés d'un réseau d'assainissement collectif.

La commune a décidé de mettre à jour son zonage d'assainissement afin d'intégrer une habitation déjà desservie par l'assainissement collectif. Il s'agit de l'habitation entourée en rouge, cadastrée ZE 0082.







Il s'agit de réparer une erreur de tracé qui avait intégré un bâtiment agricole cadastré ZE 0026 en lieu et place de la maison d'habitation.

Les secteurs déjà classés en zone d'assainissement collectif dans le zonage approuvé par délibération du 20 mars 2019 restent tous en zone d'assainissement collectif, à l'exception du bâtiment agricole.

La carte du nouveau zonage est présentée en **annexe 5**.

Le reste du territoire communal relève de l'assainissement non collectif.

## 4.2. Zones d'assainissement non collectif

**Tout logement situé en dehors de la zone d'assainissement collectif est classé en zone d'assainissement non-collectif.**

Dans toutes ces zones, il a été considéré que la mise en place d'un système d'assainissement collectif ne présentait pas d'intérêt technique et environnemental et aurait un impact financier considérable.

Ce nouveau zonage, sera approuvé par la commune, avant d'être soumis à enquête publique.

Le classement des zones en assainissement collectif ou autonome pourra être revu ultérieurement en fonction d'éléments nouveaux non connus à ce jour.

## 5. Coûts d'investissement liés à la mise en œuvre du nouveau zonage

La modification de l'ancien zonage n'intégrera pas de surcoût sur le prix de l'eau étant donné qu'aucun nouvel aménagement n'est à prévoir. En effet, les secteurs exclus du zonage disposent actuellement de dispositifs d'assainissement non collectif ou ne présentent pas d'impossibilité pour la mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement autonome. D'autre part, les secteurs intégrés au zonage sont déjà raccordés au réseau d'assainissement ou sont à proximité.

## 6. Dispositions législatives et réglementaires du zonage d'assainissement

Ce chapitre a pour objectif de rappeler les dispositions législatives et réglementaires applicables à la commune et aux particuliers et les obligations en découlant suite à la définition du zonage d'assainissement.

### 6.1. Définition de l'assainissement non collectif

L'article 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> désigne par "installation d'assainissement non collectif" toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R.214-5 du Code de l'Environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

### 6.2. Le cadre réglementaire de l'assainissement non collectif

#### 6.2.1. Le particulier

##### 6.2.1.1 Mise en œuvre et entretien

Le particulier a obligation de mettre en œuvre et d'entretenir (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) son dispositif d'assainissement autonome.

L'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, créé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, dispose :  
"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement

*videranger par une personne agréée par le représentant de l'état dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement".*

L'article R 2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : "les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines".

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif sont définies par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012. Il est mentionné les points suivants :

→ Principes généraux

- Article 2 : Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres I et IV du présent arrêté.

- Article 3 : les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestiques constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble. Les eaux vannes peuvent être traitées séparément des eaux ménagères dans le cas de réhabilitation d'installations existantes. Dans ce cas, les eaux vannes sont prétraitées et traitées conformément aux articles 6 ou 7. S'il y a impossibilité technique, les eaux vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou fosse d'accumulation étanche, après autorisation de la commune.

Les eaux ménagères sont traitées conformément aux articles 6 ou 7. En cas d'impossibilité technique elles peuvent être dirigées vers le dispositif de traitement des eaux vannes.

- Article 4 : les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et à éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles. Il est interdit de les implanter à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance.

## → Traitement

- Article 6 : l'installation comprend :

- Un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué
- Un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol

Peuvent également être installés les dispositifs de traitement utilisant un massif reconstitué :

- Soit des sables et graviers dont le choix et la mise en place sont appropriés
- Soit un lit à massif de zéolithe

- Article 7 : les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

## → Evacuation

- Article 11 : les eaux traitées sont évacuées par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.

Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux. Exception pour les végétaux destinés à la consommation humaine et lorsqu'il y a possibilité de stagnation en surface ou de ruissèlement des eaux usées traitées

- Article 12 : dans le cas où le sol en place ne respecte pas les critères définis à l'article 11, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.

- Article 13 : les rejets d'eaux usées domestiques, même traités, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.

En cas d'impossibilité de rejet conformément aux articles 11 et 12, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration. Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au Journal officiel de la République française conformément à l'article 9.

## → Entretien et élimination des sous-produits et matières de vidange

- Article 14 : l'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement de matières de vidange.

- Article 15 : les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le Préfet.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié au journal officiel de la République française conformément à l'article 9.

→ Cas particulier

- Article 17 : les toilettes dites sèches (sans apport d'eau de dilution ou de transport) sont autorisées, à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.

En cas d'utilisation de toilettes sèches, l'immeuble doit être équipé d'une installation conforme au présent arrêté afin de traiter les eaux ménagères. Le dimensionnement de cette installation est adapté au flux estimé des eaux ménagères.

#### 6.2.1.2 Financement du contrôle de l'assainissement non collectif

L'usager d'un système d'assainissement non collectif devra participer au financement du service de contrôle de l'assainissement non collectif conformément à l'article R2224-19-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

#### **6.2.2. La commune**

D'après l'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, "les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées".

Elles assurent notamment "le contrôle des installations d'assainissement non collectif". Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes "effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans".

Les communes peuvent également, avec l'accord écrit du propriétaire, assurer l'entretien, les travaux de réalisation et réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidange.

Selon l'article R 2224-19-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le service d'assainissement concerne à la fois l'assainissement collectif et non collectif, deux redevances distinctes sont instituées.

Selon l'article R 2224-19-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la redevance d'assainissement non collectif "comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les charges d'entretien de celles-ci". La part représentative des prestations d'entretien n'est due qu'en cas de

recours au service d'entretien par l'utilisateur. Les modalités de tarification doivent tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les possibilités de gestion de ce service public de l'assainissement non collectif (SPANC) sont multiples : régie, délégation de service ou prestation de service.

### 6.3. Modalités du contrôle de l'assainissement non collectif

Les modalités du contrôle exercé par la Commune sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012. Ce contrôle comprend :

#### - Un contrôle périodique

Pour des installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle. Il consiste à

- Vérifier les modifications intervenues depuis le précédent contrôle
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels
- Constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances.

#### - Un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien

Pour les installations n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle et réalisées ou réhabilitées avant le 31 décembre 1998. Il consiste à :

- Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation
- Repérer l'accessibilité et les défauts d'entretien et d'usure éventuels
- Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur lors de la réalisation ou la réhabilitation de l'installation
- Constater que le fonctionnement ne crée pas de risques environnementaux, sanitaires ou de nuisances.

#### - Une vérification de conception et d'exécution

Pour les installations n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle et réalisées ou réhabilitées après le 31 décembre 1998. Il consiste, en plus du diagnostic de bon fonctionnement, à vérifier l'adaptation de la filière au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi.

Les observations relevées au cours des visites de contrôle seront consignées sur un rapport qui sera adressé au propriétaire des ouvrages.

Ce rapport de visite contient, si nécessaire :

- Des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications
- En cas de risques sanitaires et environnementaux, la liste des travaux classés par ordre de priorité à réaliser par le propriétaire dans les quatre ans

La commune effectue une contre-visite pour vérifier la réalisation des travaux comprenant une vérification de conception et d'exécution dans les délais impartis, avant remblaiement.

L'accès aux propriétés privées prévu à l'article L 1331-11 du Code de la Santé Publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai... qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés.

## **6.4. Le cadre réglementaire de l'assainissement collectif**

### **6.4.1. Le particulier**

L'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique indique que lorsqu'un réseau de collecte des eaux usées est établi en limite de propriété, les immeubles ont l'obligation de se raccorder dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de ce réseau.

L'article L 1331-4 du Code de la Santé Publique précise que tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires.

L'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique mentionne que la commune a la possibilité de réaliser les travaux de branchement situés sous voie publique :

- d'office pour les réseaux neufs
- à la demande des particuliers pour les immeubles édifiés postérieurement

La commune est autorisée, dans ces cas, à se faire rembourser tout ou partie des dépenses diminuées des subventions éventuelles obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux.

Dans le cas d'industries raccordées, tout déversement, autre que domestique, dans les réseaux publics doit être préalablement autorisé par la Collectivité compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement après avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval (Article L 1331-10 du Code de la Santé Publique).

### **6.4.2. La commune**

L'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités indique que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif notamment aux stations de traitement des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent.

Les services d'assainissement sont des services publics à caractère industriels et commerciaux qui donnent lieu à la perception d'une redevance.

Les dispositions générales de ces services publics sont précisées dans le Code Général des Collectivités Territoriales dont nous rappelons les principaux articles :



#### Article L. 2224-1

Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

#### Article L. 2224-2

Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L 2224-1.

Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

1 – Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

2 – Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

3 – Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du conseil municipal fait l'objet, sous peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants.

#### Article L. 2224-4

Les délibérations ou décisions des conseils municipaux ou des autorités locales compétentes qui comportent augmentation des dépenses des services publics industriels ou commerciaux exploités en régie, affermés ou concédés, ne peuvent être mises en application lorsqu'elles ne sont pas accompagnées du vote de recettes correspondantes.

#### Article L. 2224-5

Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.



Article L. 2224-6

Les communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants peuvent établir un budget unique des services de distribution d'eau potable et d'assainissement si les deux services sont soumis aux mêmes règles d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée et si leur mode de gestion est identique.

Le budget et les factures émises doivent faire apparaître la répartition entre les opérations relatives à la distribution d'eau potable et celles relatives à l'assainissement.

## ANNEXE

---

### **Annexe 1 :**

Cartographie des risques sur la commune de La Chapelle d'Alagnon

### **Annexe 2 :**

Cartographie des milieux naturels sensibles et des contraintes environnementales

### **Annexe 3 :**

Réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales

### **Annexe 4 :**

Fiches techniques des filières d'assainissement non collectif

### **Annexe 5 :**

Plan du zonage d'assainissement révisé

## **ANNEXE 1**

### **Cartographie des risques sur la commune de La Chapelle d'Alagnon**

## **ANNEXE 2**

### **Cartographie des milieux naturels sensibles et des contraintes environnementales**

## **ANNEXE 3**

### **Réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales**

## **ANNEXE 4**

### **Fiches techniques des filières d'assainissement non collectif**

## **ANNEXE 5**

### **Plan du zonage d'assainissement révisé**